

NATIONS UNIES
Assemblée générale

QUARANTE-CINQUIÈME SESSION

Documents officiels

QUATRIÈME COMMISSION
8^e séance
tenue le
mercredi 17 octobre 1990
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 8^e SEANCE

Président : M. ADOUKI (Congo)

SOMMAIRE

ELECTION DU BUREAU (suite)

DEMANDE D'AUDITION

POINT 113 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

Audition d'un pétitionnaire

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires dont la situation n'est pas examinée dans le cadre d'autres points de l'ordre du jour) (suite)

Question du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique

Audition d'un pétitionnaire

Question de la Nouvelle-Calédonie

Audition d'un pétitionnaire

Question des îles Vierges américaines

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires dont la situation n'est pas examinée dans le cadre d'autres points de l'ordre du jour) (suite)

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUEES EN VERTU DE L'ALINEA 2 DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 113 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées.

dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

90-56373 5398S (F)

Distr. GENERALE
A/C.4/45/SR.8
20 novembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : Russe

/...

A/C.4/45/SR.8

Français

Page 2

SOMMAIRE (suite)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

**POINT 114 DE L'ORDRE DU JOUR : PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION DES
NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE AUSTRALE (suite)**

**POINT 115 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS
MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES (suite)**

Débat général

ORGANISATION DES TRAVAUX

La séance est ouverte à 10 h 30.

ELECTION DU BUREAU (suite)

1. Le PRESIDENT rappelle aux membres de la Commission que l'élection d'un vice-président et du Rapporteur a été reportée à l'achèvement des consultations nécessaires. Ces consultations sont à présent terminées.
2. M. BLACKMAN (Barbade), appuyé par M. BRISTOL (Nigéria), propose d'élire M. ACOSTA-FRAGACHAN (Venezuela) au poste de vice-président qui reste à pourvoir.
3. M. ACOSTA-FRAGACHAN (Venezuela) est élu vice-président par acclamation.
4. M. AL-KINDI (Emirats arabes unis) propose d'élire M. KEMBER (Nouvelle-Zélande) au poste de rapporteur.
5. M. KEMBER (Nouvelle-Zélande) est élu rapporteur par acclamation.
6. M. ACOSTA-FRAGACHAN (Venezuela) et M. KEMBER (Nouvelle-Zélande) remercient les membres de la Commission de la confiance qu'ils leur ont témoignée et se déclarent prêts à tout faire pour assurer le succès des travaux de la Commission.

DEMANDE D'AUDITION

7. Le PRESIDENT dit que la Commission est saisie d'une communication (A/C.4/45/2/Add.6) contenant une demande d'audition relative à la question de la Nouvelle-Calédonie. En l'absence d'objection, il considère que la Commission décide de faire droit à cette demande.

8. Il en est ainsi décidé.

POINT 113 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

Audition d'un pétitionnaire (A/C.4/45/6).

9. Sur l'invitation du Président, M. González-González prend place à la table des pétitionnaires.
10. M. GONZALEZ-GONZALEZ dit que le point actuellement examiné par la Commission présente un grand intérêt pour tous les territoires qui ne se sont pas encore libérés et à cet égard, il voudrait aborder la question des activités des institutions spécialisées et des organismes internationaux en faveur de 19 territoires coloniaux, ainsi que la question de savoir dans quelle mesure ils donnent effet aux résolutions 1514 (XV) et 35/118 de l'Assemblée générale.
11. On peut classer les territoires coloniaux en trois catégories : les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous les autres territoires n'ayant pas encore accédé à l'indépendance. Cette dernière catégorie

/...

(M. González-González)

englobe Porto Rico. La population globale de ces territoires représente 5 millions de personnes. L'intervenant signale que les peuples de ces territoires se sentent isolés lorsque les institutions spécialisées et les organismes internationaux font porter leurs activités sur l'un ou plusieurs d'entre eux sans prendre en considération les intérêts des autres. C'est pourquoi l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), l'Organisation internationale du Travail (OIT), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres organisations doivent s'occuper de tous ces territoires sans exception.

12. Dans leurs déclarations devant le Sous-Comité des pétitions du Comité de la décolonisation, les représentants de ces organisations ont mentionné des activités en faveur du territoire colonial de la Namibie (qui a depuis accédé à l'indépendance) et des populations d'Afrique australe. Ces activités sont très efficaces mais insuffisantes dans la mesure où la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale vise tous les territoires coloniaux sans exception.

13. En ce qui concerne la question des activités menées dans l'intérêt des territoires coloniaux, l'intervenant propose d'inviter, à compter de l'année suivante, les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies à prendre une part active aux travaux de la Quatrième Commission lors de l'examen de la question de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux afin de l'informer des activités qu'ils mènent dans ce domaine.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires dont la situation n'est pas examinée dans le cadre d'autres points de l'ordre du jour) (*suite*)

Question du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique

Audition d'un pétitionnaire (A/C.4/45/4/Add.1)

14. M. GONZALEZ-GONZALEZ, abordant la question du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique ou Micronésie, qui est le dernier des 11 territoires coloniaux figurant sur la liste initiale, dit que l'Organisation des Nations Unies doit, dans le cas de la Micronésie, faire appliquer dans son intégralité la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et le Plan d'action contenu dans la résolution 35/118 de l'Assemblée générale.

15. Pour répondre au représentant des Etats-Unis d'Amérique qui a affirmé que la question du statut colonial du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique ne devait pas être examinée dans le cadre de la Quatrième Commission et que cette question relevait exclusivement du Conseil de tutelle, l'intervenant déclare que la Quatrième Commission a non seulement le droit mais le devoir d'examiner la situation dans ce territoire et que rien dans les Articles 83, 84 et 85 de la Charte des Nations Unies n'exclut la possibilité d'examiner en séance plénière de l'Assemblée générale la question de la Micronésie. L'intervenant invoque une série d'arguments et rappelle de nombreux documents à l'appui de sa thèse.

(M. González-González)

16. M. González-González propose que la question du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique soit examinée dans le cadre d'un point distinct de l'ordre du jour de l'Assemblée générale. C'est là une condition indispensable si l'on veut que tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies puissent donner leur avis sur cette question et que ce territoire puisse accéder à l'indépendance, avec la garantie de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité qu'il deviendra un territoire pleinement démilitarisé, dénucléarisé et doté d'un statut de neutralité.

17. En ce qui concerne la question du rôle du Conseil de tutelle, l'intervenant dit qu'apparemment cet organe fait obstacle à l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et à l'accession à l'indépendance de la Micronésie car les grandes puissances telles que le Royaume-Uni, la France et les Etats-Unis y sont majoritaires, et les pays africains ou latino-américains n'y sont pas représentés. Il est indispensable, de ce point de vue, d'élargir la composition du Conseil de tutelle.

18. M. González-González quitte la table des pétitionnaires.

Question de la Nouvelle-Calédonie

Audition d'un pétitionnaire (A/C.4/45/2/Add.6)

19. Sur l'invitation du Président, M. Ching (Te Taata Tahiti Tiama) prend place à la table des pétitionnaires.

20. M. CHING (Te Taata Tahiti Tiama) dit que, 30 ans après l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la situation des populations de la Calédonie et de Tahiti Nui n'a pas changé. Alors qu'ils étaient inscrits sur la liste des pays à décoloniser, ces territoires en ont ensuite été retirés par une décision de la France prise unilatéralement. Pour quelle raison? Parce que la Calédonie est très riche en ressources naturelles, et qu'il a été décidé d'utiliser Tahiti Nui comme décharge de résidus nucléaires français.

21. Il faut faire réinscrire Tahiti Nui sur cette liste. Quant à la Nouvelle-Calédonie, le statut de territoire non autonome lui a de nouveau été accordé, mais la France se contente de détourner l'attention de la communauté internationale et ne fait rien pour préparer le peuple kanak à l'indépendance. Les accords de Matignon ne garantissent pas l'octroi de l'indépendance à la Nouvelle-Calédonie et ils ne sont défendus que par ceux à qui profite la situation actuelle. En signant ces accords, les dirigeants du Front de libération national kanak socialiste (FLNKS), qui lutte pour l'indépendance des Kanaks, ont été dupés. Les accords de Matignon ne sont rien d'autre qu'un moyen de prolonger la domination coloniale française.

22. La France passe outre à la nécessité de respecter les droits de l'homme. Ainsi, le chef du Gouvernement de Tahiti, Pouvanaa Oopa, a été jeté en prison et a passé plus de 10 ans dans des geôles simplement pour avoir pris fait et cause pour l'indépendance de son pays.

/...

23. M. MENAT (France), soulevant une motion d'ordre, invite l'intervenant à s'en tenir à l'ordre du jour.

24. M. CHING dit qu'en ce qui le concerne, il a été arrêté trois fois et a passé neuf ans et demi en prison pour avoir défendu les droits de son peuple. La France viole les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en particulier pour ce qui est de la liberté de parole et de conviction et du droit à la propriété. Les Kanaks ont dû résister ouvertement aux forces françaises afin de récupérer quelques parcelles de leur territoire. Le peuple tahitien se trouve dans une situation encore plus complexe, car sa terre est soumise à la réglementation française.

25. Conformément aux dispositions de la Charte internationale des droits de l'homme, la communauté internationale doit obtenir de la France qu'elle respecte les droits des autres peuples et l'empêcher désormais de verser le sang dans son ghetto colonial. La question de la Nouvelle-Calédonie et de Tahiti Nui mérite un examen très attentif.

26. M. Ching quitte la table des pétitionnaires.

Question des îles Vierges américaines

27. Le PRESIDENT informe les membres de la Commission que le représentant du Gouverneur des îles Vierges américaines a exprimé le désir de faire une déclaration. Conformément à la pratique habituelle, le Président propose à la Commission d'inviter le représentant à prendre la parole.

28. Il en est ainsi décidé.

29. M. CORBIN (représentant du Gouverneur des îles Vierges américaines) dit que conformément à la pratique habituelle, son gouvernement est autorisé à se faire entendre pendant l'année en cours devant le Comité spécial de la décolonisation et son sous-comité des petits territoires et suit avec attention le débat général tant au Comité spécial qu'à la Quatrième Commission, surtout en ce qui concerne la question de la décolonisation des derniers territoires non autonomes, dont la majorité est constituée par de petits Etats insulaires des Caraïbes et de l'océan Pacifique.

30. Dans les déclarations qu'il a faites devant le Comité spécial, le Gouvernement des îles Vierges américaines a insisté à maintes reprises sur le fait qu'il était indispensable d'analyser les mécanismes politiques et constitutionnels existants. Certaines délégations ont fait savoir au Comité spécial et à la Quatrième Commission que certaines résolutions du Comité spécial étaient caduques, dans la mesure où la tension idéologique avait diminué dans le monde. Mais la décolonisation n'a jamais été un problème idéologique : c'est et cela restera un problème humanitaire, le problème du droit, consacré par la Charte des Nations Unies, des peuples à l'autodétermination. Ces mêmes délégations recommandent de modifier et au fond, de réduire dans une certaine mesure les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation. Il convient de rappeler à cet égard que l'Assemblée générale a, dans sa résolution 43/47 du 22 novembre 1988, proclamé la Décennie internationale

(M. Corbin)

de l'élimination du colonialisme, ce qui montre bien que la question de la décolonisation, loin de devenir secondaire, doit, plus que jamais, retenir l'attention de l'Organisation.

31. Le 20 août de l'année en cours, le Comité spécial a décidé de différer l'examen de la proposition tendant à remplacer les résolutions distinctes sur les petits territoires insulaires des Caraïbes et de l'océan Pacifique par une résolution unique et générale qui éviterait d'avoir à centrer l'attention sur les situations respectives de chacun de ces territoires. Le Gouvernement des îles Vierges américaines et le Gouvernement de Guam ont transmis officiellement au Comité spécial leurs vues concernant cette proposition. Le Gouvernement des îles Vierge américaines espère qu'il sera possible, l'année suivante, d'élaborer un plan rationnel dans le cadre duquel l'Organisation des Nations Unies appliquerait la réforme administrative liée au processus de décolonisation compte tenu des intérêts des populations des territoires et des groupes régionaux auxquels appartiennent ces territoires.

32. En mai et juin de l'année en cours, on a organisé à Vanuatu et à la Barbade deux séminaires régionaux de l'Organisation des Nations Unies sur la décolonisation, dans le cadre desquels des représentants des gouvernements élus des territoires non autonomes des Caraïbes, des représentants des organisations non gouvernementales et des experts en matière de décolonisation ont examiné les questions relatives au développement politique de ces territoires. Les participants à ces deux séminaires ont souscrit au point de vue selon lequel la participation directe des représentants des gouvernements des territoires non autonomes à l'examen du processus de décolonisation dans le cadre de l'ONU et aux travaux des institutions spécialisées et des organes techniques du système des Nations Unies contribuent au processus de décolonisation.

33. Conformément à ce qui précède, le Comité pourra étudier la question des corrections à apporter au projet de résolution contenu dans le document A/45/23 (Partie V) en examinant la question de l'octroi aux gouvernements élus des territoires non autonomes du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale. Dans le projet de résolution susmentionné, il est fait référence aux travaux du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC), qui est un organe sous-régional de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Le Groupe de travail du CDCC sur les pays des Caraïbes n'ayant pas encore accédé à l'indépendance, que préside un représentant du Gouvernement des îles Vierges américaines (membre associé de la CEPALC) est en train d'examiner la question de savoir dans quelle mesure les territoires non autonomes des Caraïbes peuvent avoir accès aux programmes et activités des organismes des Nations Unies. Dans le même projet de résolution, le Comité spécial prie les puissances administrantes intéressées de faciliter la participation de représentants des gouvernements des territoires sous tutelle et non autonomes aux réunions et conférences des institutions et organismes des Nations Unies. On pourrait appliquer rapidement ces dispositions en octroyant aux territoires non autonomes le statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies, ce qui permettrait en outre de suivre de plus près l'application des résolutions de l'Assemblée concernant chaque territoire.

/...

(M. Corbin)

34. Le gouvernement que l'intervenant représente prend acte avec satisfaction du projet de résolution du Comité spécial sur la question des îles Vierges américaines (A/45/23 (Partie VI), projet de résolution XI). Le projet mentionne le référendum sur le statut politique, qui a dû être reporté à la suite des ravages causés dans les îles par le cyclone Hugo. Il importe de noter que le programme d'éducation de la population touchant les questions relatives au statut politique, qui a été suspendu après le cyclone, a repris sous peu. A cet égard, il est prévu que la Commission du statut et des relations fédérales du territoire reprenne ses travaux. Le Gouvernement des îles Vierges américaines espère qu'il sera donné suite à la demande que cette commission a présentée en 1989 tendant à envoyer une mission des Nations Unies pour observer l'exécution du programme d'éducation politique avant la tenue du référendum.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires dont la situation n'est pas examinée dans le cadre d'autres points de l'ordre du jour) (suite) [A/45/23 (Partie VI) (chap. IX)]; A/AC.109/1015 et Corr.1, A/AC.109/1016 et Corr.1, A/AC.109/1017 à 1021, 1023 et Corr.1 et Add.1, A/AC.109/1024 à 1036, 1041 et Corr.1, A/AC.109/1044 et 1048 et Corr.1/Rev.1)

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUE EN VERTU DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES (suite) (A/45/23 (Partie V) (chap. VIII) et A/45/559)

POINT 113 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite) (A/45/3 (chap. I et VI) (sect. D), A/45/23 (Partie V) et A/45/309; A/AC.109/1740; E/1990/72)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite) (A/45/3) (chap. I et VI) (sect. D)

POINT 114 DE L'ORDRE DU JOUR : PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE AUSTRALE (suite) (A/45/553)

POINT 115 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES (suite) (A/45/560)

Débat général

35. M. BRISTOL (Nigéria) dit que, en matière de décolonisation plus que dans n'importe quel autre domaine, l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale d'une manière générale ont accompli de grands progrès. On célèbre cette année le trentième anniversaire de l'adoption de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Le Nigéria, qui a été admis à l'ONU le 7 octobre 1960, peut se flatter sincèrement d'avoir joué un rôle actif dans l'élaboration et l'adoption de cette résolution. Il condamne et rejette le colonialisme, sous toutes ses formes et où qu'il se manifeste. La fin de notre siècle doit également marquer la fin de l'ère coloniale. A ce propos, la délégation nigériane réaffirme son

/...

(M. Bristol, Nigéria)

attachement à la résolution 43/47 de l'Assemblée générale, qui a proclamé la période 1990-2000 Décennie internationale de l'élimination du colonialisme. Le Nigéria n'épargnera aucun effort pour contribuer à la réalisation de ce noble objectif;

36. Comme le Président du Nigéria l'a indiqué dans son message à l'occasion du trentième anniversaire de l'adoption de la résolution 1514 (XV), aucun autre peuple n'a assurément autant souffert du colonialisme que le peuple africain. C'est un motif de satisfaction de constater que, avec l'accession de la Namibie à l'indépendance, l'ère coloniale touche à sa fin en Afrique. Le moment est venu pour la communauté internationale d'envisager sérieusement la proclamation d'une décennie consacrée au dédommagement de l'Afrique. Cette idée s'appuie sur une compréhension profonde de l'histoire, de l'économie et de la psychologie du colonialisme. A l'apogée de la période coloniale, le continent africain a vu sa population décroître et ses ressources ont été pillées. La délégation nigériane espère que les revendications de l'Afrique seront soigneusement examinées le moment venu.

37. L'intervenant note les changements positifs qui sont intervenus en ce qui concerne le Sahara occidental, la Nouvelle-Calédonie et les îles Falkland (Malvinas), en particulier le rétablissement de relations diplomatiques complètes entre l'Argentine et le Royaume-Uni. S'agissant de la Nouvelle-Calédonie, le Nigéria continue d'oeuvrer pour la stricte application des Accords de Matignon et de la rue Oudinot. En 1998, il faudra donner au peuple de la Nouvelle-Calédonie la possibilité de déterminer son propre avenir politique. Le Nigéria espère que toutes les provinces partageront les fruits du développement socio-économique, y compris la province septentrionale et celle des îles Loyauté. En ce qui concerne le Sahara occidental, le Nigéria attend avec impatience le règlement de toutes les questions en suspens, pour que les deux parties concernées puissent appliquer immédiatement les propositions communes de l'OUA et de l'ONU visant à dénouer la crise, propositions qui ont déjà fait l'objet d'un accord de principe. Le Nigéria est prêt à assumer toutes les responsabilités nécessaires dans le cadre de la mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental. Etant donné ses traditions de fraternité, de bon voisinage et de respect des droits d'autrui, l'Afrique ne peut pas tolérer plus longtemps ce conflit fratricide. Pour sa part, le Nigéria continue d'appuyer les démarches pertinentes entreprises par le Secrétaire général et son Représentant spécial.

38. Le Gouvernement et le peuple nigériens espèrent fermement que le monde sera véritablement affranchi du colonialisme au seuil du XXI^e siècle. Les échecs occasionnels et les divergences de vues qui peuvent se manifester ne doivent pas faire obstacle à la réalisation de cet objectif suprême.

39. M. ANTONIO (Mozambique) dit que l'humanité fête le trentième anniversaire de l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, animée d'un nouvel espoir que le monde abordera le XXI^e siècle délivré du colonialisme et du racisme. La longue lutte pour la conquête de l'indépendance namibienne a été couronnée de succès; néanmoins, on ne pourra pas considérer que l'objectif est entièrement atteint tant que le peuple namibien n'aura pas récupéré Walvis Bay, portion de son territoire qui est toujours occupée par l'Afrique du Sud.

/...

(M. Antonio, Mozambique)

40. Les progrès marquants qui ont été accomplis ces dernières années sur la voie de la décolonisation ne doivent cependant pas faire oublier qu'il existe encore dans le monde de nombreux exemples de politiques apparentées au colonialisme qui exigent une extrême vigilance. La délégation mozambicaine exprime son inquiétude au sujet des brutalités commises par la police sud-africaine et de la politique suivie par le régime de Pretoria qui soutient des forces terroristes et encourage la déstabilisation de la région; elle engage la communauté internationale à explorer des méthodes plus énergiques et plus novatrices pour assurer l'élimination définitive de l'apartheid.

41. En ce qui concerne le Timor oriental, la délégation mozambicaine se félicite des contacts réguliers qui ont été établis entre les parties intéressées et préconise la poursuite du dialogue jusqu'à ce qu'on trouve une solution acceptable.

42. Abordant la question du Sahara occidental, la délégation mozambicaine, qui appuie les initiatives du Secrétaire général de l'ONU, juge nécessaire de créer des conditions appropriées pour que le peuple du Sahara occidental puisse déterminer son avenir librement et en toute indépendance.

43. La délégation mozambicaine estime que la Commission doit continuer à fournir toute l'assistance voulue aux peuples des territoires non autonomes dans la lutte qu'ils mènent pour faire reconnaître leur droit à la liberté, à la paix et à l'intégrité territoriale. Les intérêts économiques étrangers qui entravent la réalisation de ce droit vont à l'encontre des dispositions des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

44. Le processus de décolonisation devant arriver bientôt à son terme, il est temps de passer des paroles aux actes et de mettre tout en oeuvre pour que le vent du changement qui souffle dans le monde entier atteigne également les peuples encore placés sous domination et administration étrangères.

45. M. LIU (Chine) dit que la célébration du trentième anniversaire de la Déclaration sur la décolonisation donne l'occasion de souligner l'importance concrète des principes qui y sont énoncés. Dans le passé, de nombreux pays ont réussi à mettre fin au joug colonial, à conquérir leur autonomie nationale et à prendre en main leur propre destin, au terme d'une lutte acharnée. A cet égard, l'accession du peuple namibien à l'indépendance, qui constitue le couronnement de nombreuses années d'efforts, est non seulement un événement historique, mais une victoire marquante de la décolonisation.

46. La communauté internationale, en particulier la Quatrième Commission et le Comité spécial de la décolonisation, a assurément joué un rôle important dans les succès remportés par un grand nombre de colonies et de territoires non autonomes qui ont conquis leur indépendance. Mais on ne doit pas en rester là; il faut continuer à lutter pour obtenir l'élimination complète du colonialisme, conformément aux vœux de la communauté internationale et aux revendications des peuples des territoires non autonomes.

(M. Liu, Chine)

47. Le démantèlement du système colonial est inéluctable parce qu'il correspond à la marche de l'histoire; toutefois, les conséquences du colonialisme se font encore sentir et il existe toujours une menace inhérente aux ambitions hégémoniques et à la poursuite d'une politique axée sur la force. Il reste encore une dizaine au moins de territoires non autonomes dans le monde; les puissances administrantes ont le devoir d'encourager le développement politique, économique et social des peuples de ces territoires pour les conduire progressivement vers l'autodétermination, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et aux dispositions de la Déclaration sur la décolonisation.

48. Au cours de l'année écoulée, on a également enregistré des progrès dans la recherche d'un règlement pacifique de la question du Sahara occidental. En juin dernier, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité un rapport suggérant un plan de règlement qui a été approuvé par le Conseil. La Chine espère que la question sera résolue très rapidement et par des moyens pacifiques.

49. On observe actuellement dans les relations internationales plusieurs tendances positives qui vont dans le sens d'une réduction des tensions, ce qui devrait contribuer à accélérer le processus de décolonisation et l'autodétermination des peuples coloniaux. La situation change très rapidement et parfois les événements prennent un tour inattendu. Toutefois, cela ne doit pas entraver le libre développement économique, social et culturel des peuples des territoires non autonomes ni les empêcher de régler eux-mêmes la question de leur statut politique.

50. En ce qui concerne la nécessité de rationaliser les travaux de la Commission, la délégation chinoise tient à souligner que les efforts déployés à cet égard doivent viser à assurer l'application intégrale des dispositions de la Déclaration sur la décolonisation et de la Charte des Nations Unies, ainsi que l'élimination rapide du colonialisme sous toutes ses formes.

51. Mme AGUILERA (Mexique) porte un jugement très positif sur les activités du Comité spécial des Vingt-Quatre et de la Quatrième Commission de l'Assemblée générale. Ces organes constituent pour la communauté internationale un précieux mécanisme de surveillance axé sur la défense des droits et des intérêts des peuples des territoires non autonomes; l'efficacité de ce mécanisme est néanmoins limitée par le fait que certains Etats n'assument pas les obligations qui leur incombent en vertu de la Charte.

52. Les activités futures de l'Organisation dans le domaine de la décolonisation dépendront dans une large mesure de deux facteurs : le respect scrupuleux des obligations incombant aux Etats Membres qui assument la responsabilité de l'administration des territoires mais aussi l'exécution effective des mandats confiés aux organes compétents de l'Organisation.

53. Lorsqu'on s'attache à consolider le processus de décolonisation, il est nécessaire de tenir compte des réalités nouvelles, en particulier du fait qu'il existe aujourd'hui un consensus international tendant à donner à tous les peuples la possibilité d'exercer leur droit de régler librement toutes les questions affectant leur propre existence.

/...

(Mme Aguilera, Mexique)

54. A travers leurs nombreuses interventions en faveur de l'autodétermination et de l'indépendance des peuples, le Comité spécial et la Quatrième Commission ont cherché à promouvoir le principe de la justice dans les relations entre nations. A cet égard, il serait injuste et immoral que ces deux organes cessent de défendre des peuples simplement parce qu'on estime, pour une raison ou une autre, que ceux-ci jouent un rôle secondaire sur l'échiquier politique international et, a fortiori, que ces organes déterminent eux-mêmes le degré d'attention à accorder aux peuples en question. C'est précisément la raison pour laquelle la délégation mexicaine suit de très près l'élaboration des futurs programmes de travail de ces organes dans le domaine de la décolonisation.

55. La représentante du Mexique exprime son inquiétude devant un phénomène paradoxal, à savoir le fait que les systèmes d'administration externes que l'Organisation propose à certains peuples constituent manifestement un obstacle à leur autodétermination.

56. Il convient de se féliciter de la poursuite du dialogue entre le Royaume-Uni et l'Argentine qui a débouché sur une normalisation complète des relations entre les deux pays. On peut espérer voir se dégager une solution juste et définitive au différend concernant la souveraineté sur les îles Falkland (Malvinas).

57. Mme Aguilera note également avec satisfaction l'ouverture de négociations entre le Royaume du Maroc et le Front Polisario en vue de préparer un référendum sur l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, qui sera organisé et surveillé par l'ONU, en collaboration avec l'OUA. Elle exprime l'espoir que ces négociations donneront en fin de compte au peuple sahraoui la possibilité de choisir son propre destin.

58. En ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, Mme Aguilera exprime son adhésion aux résolutions correspondantes qui ont été adoptées par les organes de l'ONU et se déclare convaincue que la question ne pourra être résolue d'une manière efficace et durable que si l'on applique ces résolutions ainsi que les autres décisions de l'Organisation relatives à la décolonisation.

59. M. PIRIZ BALLON (Uruguay) dit que c'est précisément dans le domaine de la décolonisation que l'ONU a obtenu les plus grands succès. Plus de 50 Etats Membres doivent leur indépendance aux efforts que l'ONU a déployés pour permettre aux peuples d'exercer leur droit à l'autodétermination. La Namibie vient de s'ajouter à ce palmarès.

60. D'ici la fin du siècle, il faudra fournir encore une assistance à 18 territoires pour leur permettre d'accéder à l'indépendance. Ces territoires n'ont qu'un seul point commun, à savoir une superficie et une population assez faibles, ce qui n'affecte d'ailleurs aucunement leur droit à l'autodétermination et ne diminue en rien la responsabilité qui incombe à l'ONU et aux puissances administrantes pour ce qui est de leur avenir. L'ONU, la Quatrième Commission et le Comité des Vingt-Quatre ne doivent négliger aucun effort pour défendre les droits de la population de ces territoires. De leur côté, les puissances administrantes doivent, dans toute la mesure du possible, faire preuve de responsabilité, de générosité et d'altruisme à l'égard de ces territoires.

(M. Piriz Ballon, Uruguay)

61. L'objectif fondamental réside en fin de compte dans le fait que les peuples autochtones doivent pouvoir déterminer librement leur propre avenir dans les territoires non autonomes. Cet objectif ne peut être atteint qu'à certaines conditions. Il faut faciliter l'éveil d'une conscience nationale au sein des populations, par exemple grâce à une campagne de sensibilisation culturelle. Des groupes d'action civique doivent se constituer pour présenter et expliquer à la population les possibilités qui s'offrent à elle, ce qui nécessite un climat de liberté totale et de la patience. En ce qui concerne l'économie, chaque peuple doit choisir librement la voie de son propre développement. Bon nombre de ces territoires sont utilisés comme bases militaires, ce qui, en soi, pourrait comporter certains avantages, mais ces bases, par leur seule présence, déclenchent un processus d'intimidation politique.

62. Le règlement de toutes ces questions suppose, de la part des puissances administrantes, une action résolue et, de la part de l'Organisation, un contrôle et une coopération efficaces.

63. Le représentant de l'Uruguay estime qu'il faut s'attacher à ce que toutes les résolutions que la Commission adoptera à l'avenir fassent l'objet d'un consensus. On pourrait parallèlement être amené à reconsidérer certaines recommandations qui ont été formulées.

64. Les objectifs énoncés dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale ne pourront être réalisés que sur la base d'une action commune. Ce n'est pas en s'opposant aux intérêts des puissances administrantes mais, au contraire, en coopérant avec elles que l'on enregistrera des progrès dans les territoires.

65. Abordant la question du Sahara occidental, le représentant de l'Uruguay dit que, à son avis, toutes les conditions sont réunies pour que le peuple du Sahara occidental puisse exercer cette année son droit à l'autodétermination sous l'égide de l'ONU. Il rappelle, à cet égard, que le Royaume du Maroc et le Front Polisario ont adopté la proposition du Secrétaire général relative à la tenue d'un référendum, qu'ils ont collaboré activement avec ses représentants spéciaux et manifesté leur bonne volonté et leur désir sincère de parvenir à un règlement conformément aux dispositions indiquées dans le document A/AC.109/1048.

66. Il convient d'analyser soigneusement les rapports du Secrétaire général pour régler toutes les questions qui n'ont pas encore été élucidées afin que le Conseil de sécurité autorise le plus tôt possible l'envoi de la mission des Nations Unies chargée d'organiser le référendum.

67. Le Gouvernement marocain a déjà fait beaucoup pour assurer le bon déroulement du référendum. Le représentant de l'Uruguay engage ce gouvernement à faire preuve de coopération pour ce qui est de divulguer des informations sur les effectifs de ses troupes qui seront stationnées dans le territoire pendant la période du référendum. Il faudra aussi régler le problème du déploiement des forces de police dans cette zone et la question des colons. Donner au peuple du Sahara occidental la possibilité d'exprimer ses vœux lors du référendum qui sera organisé et surveillé par l'ONU est le seul moyen qui permettra de résoudre définitivement ce conflit.

/...

(M. Piriz Ballon, Uruguay)

68. Fidèle à ses traditions démocratiques, l'Uruguay s'attache à faire en sorte que tous les peuples de la planète puissent jouir des avantages inhérents à la liberté et à l'autodétermination, et il est prêt à assumer toutes les responsabilités nécessaires pour atteindre cet objectif.

69. L'Uruguay espère que le problème du Sahara occidental sera résolu en 1991, avec la tenue du référendum suivant les modalités indiquées dans le plan du Secrétaire général.

ORGANISATION DES TRAVAUX

70. Le PRESIDENT propose aux membres de la Commission, étant donné l'importance des questions en suspens et le fait que les documents se rapportant à ces questions n'ont pas encore été publiés, de reporter au vendredi 19 octobre à 18 heures la date de clôture des inscriptions sur la liste des orateurs souhaitant intervenir lors du débat général.

71. Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 heures.